

**SNCF**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2011**

**SNCF**

34, rue du Commandant Mouchotte  
75699 Paris Cedex 14

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi en date du 21 avril 2008 et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la SNCF, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

**1. Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, à l'exception du point décrit dans le paragraphe suivant. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Comme indiqué en note 13.1 de l'annexe aux comptes consolidés semestriels résumés, la SNCF a rendu public en septembre 2009 un nouveau Schéma Directeur du Transport Ferroviaire de Marchandises. Le déploiement de ce schéma se poursuit et conduit la SNCF à modifier son organisation. Dans ce contexte, les modalités d'évaluation des moyens de production de l'activité Fret SNCF ont été adaptées.

A ce stade d'avancement du schéma et compte tenu de la documentation existante sur les projections d'activité et de rentabilité, les valeurs d'utilités retenues ont été déterminées à partir d'une méthodologie et d'hypothèses ne remplissant pas les conditions requises par les normes IFRS. Par ailleurs, le marché européen de la vente et de la location des locomotives est un marché restreint et la référence à des transactions est limitée. En conséquence, les valeurs retenues pourraient ne pas être représentatives des valeurs de marché.

Pour ces raisons, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la valeur recouvrable des moyens de production du Fret SNCF dont la valeur comptable après amortissement s'élève à 1,6 milliard d'euros avant une dépréciation de 1,2 milliard d'euros. Ce point faisait déjà l'objet d'une réserve au cours des exercices précédents.

Sur la base de notre examen limité, et sous la réserve exposée ci-dessus, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

## **2. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité. A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie du présent rapport, nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Fait à Courbevoie et à Neuilly-sur-Seine, le 28 juillet 2011


Les Commissaires aux comptes

MAZARS

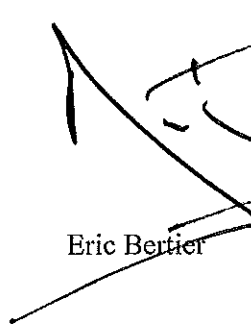
PricewaterhouseCoopers Audit



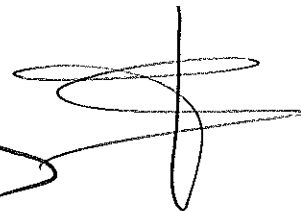
Lionel Gotlib



Franck Boyer



Eric Bertier



Philippe Vincent

***30 juin 2011***

***COMPTES CONSOLIDES  
SEMESTRIELS RESUMES  
DU GROUPE SNCF  
(NORMES IFRS)***

En Millions d'Euros

34, rue du Commandant René Mouchotte

75014 Paris



# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>2</b>
<b>ETAT DE SITUATION FINANCIERE</b> .....	<b>3</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE</b> .....	<b>5</b>
<b>AUTRES ELEMENTS DE RESULTAT GLOBAL</b> .....	<b>6</b>
<b>TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES</b> .....	<b>7</b>
<b>ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE</b> .....	<b>8</b>
<b>NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES</b> .....	<b>9</b>
1. REFERENTIEL COMPTABLE .....	9
1.1. Règles et méthodes comptables.....	9
1.2. Présentation des normes et interprétations appliquées pour l'établissement des comptes consolidés semestriels résumés du premier semestre 2011 .....	9
1.3. Méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires .....	10
1.4. Modifications apportées à la période comparative.....	11
2. EVENEMENTS MARQUANTS DE LA PERIODE .....	11
2.1. Entrée en vigueur de la convention des Trains d'Equilibre du Territoire .....	11
2.2. SeaFrance .....	11
2.3. Création du nouveau Systra.....	11
2.4. Protocole d'accord entre RFF et SNCF pour l'entretien du réseau en 2011 .....	12
3. OPERATIONS SUR LE PERIMETRE.....	12
3.1. Création du nouveau Systra.....	12
4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES .....	13
5. ACTIFS FINANCIERS .....	14
5.1. Créance sur Réseau Ferré de France .....	14
5.2. Créance sur la Caisse de la Dette Publique (CDP).....	14
6. PARTICIPATION DANS LES ENTITES ASSOCIEES .....	15
7. PROVISIONS .....	15
8. PASSIFS FINANCIERS.....	16
8.1. Répartition courant/non courant des passifs financiers.....	16
8.2. Juste valeur des passifs financiers .....	17
9. INFORMATIONS SECTORIELLES .....	18
10. ACHATS ET CHARGES EXTERNES .....	20
11. CHARGES DE PERSONNEL.....	20
12. RESULTAT DE CESSIION D'ACTIFS.....	20
13. PERTES DE VALEUR .....	21
13.1. Fret SNCF ferroviaire.....	21
13.2. Infrastructure .....	21
14. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET .....	22
15. IMPOTS SUR LES RESULTATS .....	22
15.1. Analyse de la charge d'impôt.....	22
16. ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE.....	23
16.1. Variation de la trésorerie.....	23
17. ENGAGEMENTS HORS BILAN .....	24
18. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES .....	25
19. EVENEMENTS POST-CLOTURE.....	25
19.1. Entrée en vigueur de la loi Nome au 1er juillet 2011 .....	25
19.2. Dégradation de la notation du groupe SNCF par Moody's.....	25
20. PERIMETRE .....	26

# ETAT DE SITUATION FINANCIERE

## ACTIF CONSOLIDE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30/06/2011	31/12/2010
Ecarts d'acquisition		1 596	1 607
Immobilisations incorporelles		1 417	1 430
Immobilisations corporelles	4	17 097	16 976
Actifs financiers non courants	5	6 092	7 049
Titres mis en équivalence		523	373
Impôts différés actifs		1 061	1 094
<b>Actifs non courants</b>		<b>27 785</b>	<b>28 528</b>
Stocks et en-cours		927	905
Créances d'exploitation		7 013	6 517
<b>Actifs d'exploitation</b>		<b>7 939</b>	<b>7 422</b>
Actifs financiers courants	5	3 525	2 392
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 637	4 708
<b>Actifs courants</b>		<b>16 102</b>	<b>14 522</b>
Actifs détenus en vue d'être cédés		370	337
<b>Actif</b>		<b>44 257</b>	<b>43 387</b>

Les notes présentées aux pages 9 à 26 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

## PASSIF CONSOLIDE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30/06/2011	31/12/2010
Capital		4 971	4 971
Réserves consolidées		1 973	1 237
Résultat Groupe		558	697
<b>Capitaux propres - Part du Groupe</b>		<b>7 502</b>	<b>6 905</b>
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		61	80
<b>Capitaux Propres totaux</b>		<b>7 563</b>	<b>6 985</b>
Engagements envers le personnel non courants		1 735	1 752
Provisions non courantes	7	783	950
Passifs financiers non courants	8	15 730	16 386
Impôts différés passifs		450	468
<b>Passifs non courants</b>		<b>18 698</b>	<b>19 557</b>
Engagements envers le personnel courants		83	83
Provisions courantes	7	192	209
Dettes d'exploitation		10 346	10 196
<b>Passifs d'exploitation</b>		<b>10 622</b>	<b>10 489</b>
Passifs financiers courants	8	6 996	5 985
<b>Passifs courants</b>		<b>17 617</b>	<b>16 473</b>
Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés		378	372
<b>Passif</b>		<b>44 257</b>	<b>43 387</b>

Les notes présentées aux pages 9 à 26 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

# COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30/06/2011	30/06/2010 <sup>(1)</sup>
Chiffre d'affaires	9	16 289	14 872
Achats et charges externes	10	-7 907	-7 313
Charges de personnel	11	-6 488	-6 126
Impôts et taxes		-562	-489
Autres produits et charges opérationnels		33	68
<b>Marge opérationnelle</b>		<b>1 366</b>	<b>1 012</b>
Dotations aux amortissements		-798	-731
Variation nette des provisions		64	-65
<b>Résultat opérationnel courant</b>		<b>632</b>	<b>216</b>
Résultat de cession d'actifs	12	83	168
Effets positifs des opérations de périmètre	3	113	316
Pertes de valeur	13	-46	-196
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>782</b>	<b>503</b>
Coût de l'endettement financier net et autres	14	-123	-262
Coût financier des avantages du personnel		-20	-43
<b>Résultat financier</b>		<b>-142</b>	<b>-305</b>
<b>Résultat des activités ordinaires avant impôt</b>		<b>640</b>	<b>197</b>
Quote-part de résultat dans les entreprises associées		3	1
Impôt sur les sociétés	15	-72	-21
<b>Résultat net des activités ordinaires</b>		<b>571</b>	<b>177</b>
Résultat net d'impôt des activités abandonnées		0	-80
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>571</b>	<b>98</b>
<b>Résultat net - Part du groupe</b>		<b>558</b>	<b>80</b>
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		13	18

(1) Retraité des modifications détaillées en note 1.4.

Les notes présentées aux pages 9 à 26 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.



## **AUTRES ELEMENTS DE RESULTAT GLOBAL**

<i>en millions d'euros</i>	<b>Notes</b>	<b>30/06/2011</b>	<b>30/06/2010</b>
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>571</b>	<b>98</b>
Autres éléments de résultat global :			
Variation des écarts de conversion		-34	72
Variation de valeur des actifs disponibles à la vente		1	10
Variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie		61	-2
Quote-part des autres éléments de résultat global des entreprises associées		-1	-
Impôt relatif aux autres éléments de résultat global	15	-3	-
<b>Autres éléments de résultat global de la période net d'impôt</b>		<b>24</b>	<b>80</b>
<b>Résultat global total de la période</b>		<b>595</b>	<b>178</b>
<b>Résultat global total - Part du groupe</b>		<b>582</b>	<b>155</b>
Résultat global total attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		13	23

Les notes présentées aux pages 9 à 26 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

<i>en millions d'euros</i>	Capital	Primes liées au capital	Titres d'auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Couverture de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Ecart de réévaluation	Réserves des activités abandonnées	Résultats accumulés et autres	Capitaux propres - Part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	Capitaux Propres totaux
<b>Capitaux propres publiés au 31/12/2009</b>	<b>4 971</b>	<b>0</b>	<b>-5</b>	<b>-0</b>	<b>-114</b>	<b>-11</b>		<b>-67</b>	<b>1 744</b>	<b>6 518</b>	<b>78</b>	<b>6 596</b>
Correction d'ouverture	-	-	-	-	-	-	-	-	15	15	-1	14
Incidence des changements de méthode comptable	-	-	-	-	-0	-0	-	-	-	-0	-	-0
<b>Capitaux propres retraités au 01/01/10</b>	<b>4 971</b>	<b>0</b>	<b>-5</b>	<b>-0</b>	<b>-114</b>	<b>-11</b>		<b>-67</b>	<b>1 759</b>	<b>6 533</b>	<b>78</b>	<b>6 611</b>
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	-80	160	80	18	98
Autres éléments de résultat global	-0	-	-	68	-2	10	-	-	-	75	5	80
<b>Résultat global total</b>	<b>-0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>68</b>	<b>-2</b>	<b>10</b>	<b>-</b>	<b>-80</b>	<b>160</b>	<b>154</b>	<b>23</b>	<b>177</b>
Paiements en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-	-0	-0	-	-0
Dividendes des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-9	-9
Opérations sur le capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	1
Autres variations	-0	-	-	-2	0	0	-	28	-336	-309	10	-299
<b>Capitaux propres publiés au 30/06/10</b>	<b>4 971</b>	<b>0</b>	<b>-5</b>	<b>65</b>	<b>-116</b>	<b>-2</b>		<b>-119</b>	<b>1 582</b>	<b>6 378</b>	<b>104</b>	<b>6 481</b>
<b>Capitaux propres publiés au 31/12/10</b>	<b>4 971</b>	<b>-0</b>	<b>-</b>	<b>51</b>	<b>-74</b>	<b>3</b>		<b>-262</b>	<b>2 215</b>	<b>6 905</b>	<b>80</b>	<b>6 985</b>
Correction d'ouverture	-	-	-	-	-	-	-	-	-0	-0	0	0
Incidence des changements de méthode comptable	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-0
<b>Capitaux propres retraités au 01/01/11</b>	<b>4 971</b>	<b>-0</b>	<b>-</b>	<b>51</b>	<b>-74</b>	<b>3</b>		<b>-262</b>	<b>2 215</b>	<b>6 905</b>	<b>80</b>	<b>6 985</b>
Résultat net de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	-0	558	558	13	571
Autres éléments de résultat global	-	-	-	-32	56	1	-	-	-1	24	0	24
<b>Résultat global total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-32</b>	<b>56</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-0</b>	<b>558</b>	<b>582</b>	<b>13</b>	<b>595</b>
Paiements en actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés	-	-	-	-	-	-	-	-	0	0	-	0
Dividendes des filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-6	-6
Opérations sur le capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-0	-0	4	4
Autres variations	-0	0	-	2	-0	-0	-	-	15	15	-29	-15
<b>Capitaux propres au 30/06/2011</b>	<b>4 971</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>-18</b>	<b>4</b>		<b>-262</b>	<b>2 788</b>	<b>7 503</b>	<b>61</b>	<b>7 564</b>

Les notes présentées aux pages 9 à 26 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

## **ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE**

<b>en millions d'euros</b>	<b>30/06/2011</b>	<b>30/06/2010</b>
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>571</b>	<b>98</b>
Eliminations :		
de la quote-part de résultat dans les entreprises associées	-3	-1
de la charge (produit) d'impôt différé	4	-1
des amortissements et provisions	692	943
des profits / pertes de réévaluation (juste valeur)	-11	108
des résultats de cession et des pertes et profits de dilution	-198	-487
Autres prod. et chges sans incidence trésorerie	0	3
<b>CAF après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>1 056</b>	<b>663</b>
Eliminations :		
de la charge (produit) d'IS	68	22
du coût de l'endettement financier net	141	131
des produits de dividendes	-5	-4
<b>CAF avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>1 259</b>	<b>812</b>
Incidence de la variation du BFR	-417	100
Impôts payés	-31	-29
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>	<b>811</b>	<b>883</b>
Acquisitions de filiales nettes de la trésorerie acquise	18	-76
Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée (1)	11	0
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-1 191	-1 202
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	144	317
Nouveaux actifs financiers de concession	-142	-243
Encaissement sur actifs financiers de concession	127	243
Acquisition d'actifs financiers	-6	-9
Cession d'actifs financiers	1	0
Variation des prêts et avances consentis	87	341
Variation des actifs de trésorerie	-337	-507
Subventions d'investissement reçues	87	242
Dividendes reçus	4	3
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>-1 197</b>	<b>-890</b>
Flux de trésorerie issus des opérations sur capitaux propres	4	2
Emission d'emprunts	1 058	1 248
Remboursements d'emprunts et de la créance RFF (2)	-459	-1 008
Intérêts financiers nets versés	-248	-210
Dividendes payés aux actionnaires du groupe	0	0
Dividendes payés aux minoritaires	-3	2
Variation des dettes de trésorerie	-38	120
Variation des dérivés	50	62
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>365</b>	<b>215</b>
Incidence de la variation des taux de change	-8	14
Incidence des changements de principes comptables	-6	0
Incidence des variations de juste valeur	-1	0
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>-35</b>	<b>220</b>
Trésorerie d'ouverture	4 346	3 643
Trésorerie de clôture	4 311	3 863

(1) Relatif à la création du nouveau SYSTRA (cf. note 3)

(2) Concernant la créance sur RFF, il n'y a eu aucune échéance sur le 1er semestre 2011 (52 M€ au 30 Juin 2010)

Les notes présentées aux pages 9 à 26 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.

# **NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES**

## **SEMESTRIELS RESUMES**

---

***Les notes présentées aux pages 9 à 26 font partie intégrante des comptes consolidés semestriels résumés.***

***Sauf indication contraire, les montants sont exprimés en millions d'euros***

### **1. REFERENTIEL COMPTABLE**

---

En application de l'article L2141-10 du Code des transports du 28 octobre 2010, la Société Nationale des Chemins de fer Français – établissement public à caractère industriel et commercial – « est soumise en matière de gestion financière et comptable aux règles applicables aux entreprises de commerce ». Elle tient sa comptabilité conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les comptes consolidés semestriels résumés de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 30 juin 2011 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 juillet 2011.

Les termes « le Groupe SNCF », le « Groupe » et « SNCF » désignent la société mère SNCF EPIC et ses filiales consolidées. L'établissement public (EPIC) SNCF, « SNCF EPIC » et « la SNCF » désignent la société mère uniquement.

#### **1.1. REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2011 du Groupe SNCF sont ceux retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2010 adaptés des nouvelles normes et interprétations approuvées par la Commission européenne et applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Les comptes consolidés annuels 2010 sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2011 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». En conséquence, ils ne comportent pas toute l'information et les notes annexes requises par les IFRS pour l'établissement des comptes consolidés annuels mais seulement les événements significatifs de la période. Ces comptes consolidés semestriels résumés doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2010.

#### **1.2. PRESENTATION DES NORMES ET INTERPRETATIONS APPLIQUEES POUR L'ETABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES DU PREMIER SEMESTRE 2011**

La base de préparation des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2011 décrite dans les notes ci-après résulte en conséquence :

- des normes et interprétations applicables de manière obligatoire aux exercices ouverts avant le ou à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 ;
- des options retenues et exemptions utilisées pour l'établissement des comptes de l'exercice 2011 en plus de celles déjà décrites dans les comptes consolidés annuels 2010. Ces options et exemptions sont décrites en note 1.2.1 et 1.4.

### **1.2.1. Normes et interprétations publiées par l'IASB et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011**

- IAS 34 « Information financière intermédiaire » a été partiellement amendée pour ce qui concerne le contenu d'un rapport financier intermédiaire qui doit fournir des informations sur les événements et transactions importants dans un but de mise à jour de l'information présentée dans le rapport annuel le plus récent. Cet amendement n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés semestriels résumés.

Les amendements issus des améliorations annuelles 2010 n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés semestriels résumés, notamment les amendements suivants :

- IAS 24 « Information relative aux parties liées » applicable aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. L'amendement clarifie la définition d'une partie liée et prévoit des dispenses particulières en matière d'informations à fournir par les entités publiques. Cette norme n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés semestriels résumés.
- IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle » a été partiellement amendée pour prendre en compte, dans la détermination de la juste valeur des points cadeaux, les rabais ou incitations et pas seulement la juste valeur des cadeaux proposés aux clients n'ayant pas acquis de points lors de la vente initiale. Cet amendement n'a pas d'impact significatif sur les comptes consolidés semestriels résumés.

Les autres amendements aux normes et interprétations publiés et applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 n'ont pas eu d'impact sur les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe.

### **1.2.2. Normes et interprétations non appliquées par anticipation pour la préparation des comptes consolidés semestriels résumés 2011**

De manière générale, le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes et interprétations applicables à compter d'un exercice ouvert postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2011 qu'elles soient ou non adoptées par la Commission européenne.

## **1.3. METHODES D'EVALUATION SPECIFIQUES AUX ARRETES INTERMEDIAIRES**

### **1.3.1. Avantages du personnel**

Les hypothèses actuarielles entrant dans le calcul de l'engagement ont été modifiées sur la période pour prendre en compte la réforme des retraites prolongeant en particulier l'âge de départ en retraite. Il en résulte une augmentation des avantages à long terme de 2 M€ (CPA, médailles du travail et rentes AT du personnel actif) par rapport au 31 décembre 2010. La réforme entraîne également une diminution de 30,4 M€ de l'engagement au titre des avantages postérieurs à l'emploi (Rentes AT et Action sociale du personnel retraité). Cette diminution a été traitée en écart actuariel sans conséquences sur le montant des engagements dans l'état de situation financière. Par ailleurs, le taux d'actualisation zone euro a été ramené de 4,25% à 4,30%. Cette variation a eu peu d'impact sur le semestre en coût financier des avantages du personnel.

### **1.3.2. Impôts sur les résultats**

La charge d'impôt sur le résultat du semestre est calculée en appliquant au résultat comptable des sociétés intégrées avant impôt, la meilleure estimation connue du taux effectif d'impôt de l'exercice pour chaque entité fiscale.

#### **1.4. MODIFICATIONS APORTEES A LA PERIODE COMPARATIVE**

Du fait du classement de SeaFrance en activités détenues en vue de la vente, les éléments financiers relatifs à cette société ont été reclassés sur la ligne « Résultat net d'impôt des activités abandonnées » dans la colonne « 30/06/2010 ». Par rapport aux comptes consolidés semestriels résumés publiés pour le premier semestre 2010, le reclassement a les impacts suivants au compte de résultat :

- Une diminution du chiffre d'affaires de 73 M€.
- Une amélioration de la marge opérationnelle de 16 M€, du résultat opérationnel courant de 37 M€ et du résultat des activités ordinaires avant impôt de 81 M€.
- Une diminution du résultat net d'impôt des activités abandonnées de 81 M€.

## ***2. EVENEMENTS MARQUANTS DE LA PERIODE***

---

### **2.1. ENTREE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION DES TRAINS D'EQUILIBRE DU TERRITOIRE**

La convention des Trains d'Equilibre du Territoire (TET) est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011. Signée le 13 décembre 2010, elle couvre les trains Intercités, TéoZ et Lunéa, à l'exception des trains spéciaux et des autotrans. Les résultats sont suivis sous la nouvelle activité « Intercités » nom commercial pour l'ensemble des Trains d'Equilibre du Territoire. Initialement répartis entre les UGT « Intercités » de la branche SNCF Proximités et « Matériels classiques (Corail, Elipso) » de la branche SNCF Voyages, les actifs couverts par la convention ont donc été regroupés dans une seule UGT au sein de la branche SNCF Proximités. Le Groupe a adapté l'information sectorielle en conséquence pour restituer les résultats des trains TéoZ et Lunéa à l'exception des trains spéciaux et des autotrans parmi ceux de la branche SNCF Proximités au lieu de ceux de la branche SNCF Voyages.

### **2.2. SEAFRANCE**

Fin septembre 2010, SNCF Participations, filiale du Groupe a annoncé son intention de vendre sa filiale SeaFrance spécialisée sur le trafic maritime entre la France et le Royaume-Uni. SeaFrance est sous la protection du tribunal de commerce via la procédure collective dont elle fait l'objet depuis le 28 avril 2010. La période d'observation devait prendre fin le 28 avril 2011. Elle a été prolongée de six mois. Parallèlement, la demande de recapitalisation soumise à Bruxelles en février 2011 suit son cours. Le 22 juin 2011, la Commission européenne a ouvert une enquête approfondie sur la restructuration de SeaFrance afin d'examiner si le plan de recapitalisation était compatible avec les règles de l'Union Européenne en matière d'aide d'État. Comme au 31 décembre 2010, les éléments financiers relatifs à cette filiale au 30 juin 2011 sont regroupés sur les lignes « Résultat net d'impôt des activités abandonnées » au compte de résultat, « Actifs détenus en vue d'être cédés » et « Passifs relatifs aux actifs détenus en vue d'être cédés » au bilan. Le compte de résultat comparatif a, quant à lui, été retraité en conséquence (voir note 1.4).

### **2.3. CREATION DU NOUVEAU SYSTRA**

Le premier semestre a vu la concrétisation du projet d'accord signé le 28 octobre 2010 entre SNCF et RATP visant à développer l'ingénierie du transport dans toutes ses composantes autour de leur filiale commune Systra. A l'issue d'une première phase réalisée le 30 juin 2011, SNCF et RATP ont transféré à Systra le contrôle exclusif et 49% de leurs filiales d'ingénierie, respectivement Inexia et Xelis. Initialement sous contrôle conjoint, Systra bénéficie après la révision de sa gouvernance de l'influence notable du groupe SNCF. Au 30 juin 2011, les filiales Systra et Inexia passent d'une consolidation respectivement par intégration proportionnelle et intégration globale à une mise en équivalence. L'entité Xelis entre dans le périmètre en mise en équivalence. Les impacts de l'opération sur les comptes consolidés semestriels résumés sont détaillés en note 3.1. Ceux sur le périmètre sont détaillés en note 20. L'apport des 51% restant détenus par SNCF dans Inexia et par RATP dans Xelis est prévu dans une seconde phase d'ici le 31 décembre 2012 au plus tard. Cet apport ne devrait pas générer de résultat de cession ultérieur dans les comptes consolidés. Seuls les pourcentages de

détention dans les entités du nouveau groupe Systra devraient légèrement évoluer, la méthode de consolidation par mise en équivalence restant inchangée.

#### **2.4. PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE RFF ET SNCF POUR L'ENTRETIEN DU RESEAU EN 2011**

RFF et SNCF ont validé le 17 mars 2011 le protocole d'accord, préalable à la signature de la convention d'entretien du réseau ferré national, pour l'année 2011. Les deux acteurs se sont notamment mis d'accord sur le principe d'une relation économique saine. Le montant de la convention de gestion pour 2011 s'élève à un peu plus de 2,1 milliards d'euros. Cette rémunération devrait permettre à SNCF Infra de couvrir intégralement ses charges pour le volume de production demandé par RFF pour l'entretien du réseau en 2011, et par conséquent, d'envisager une relation économique saine. La signature de cette convention contribue à améliorer le chiffre d'affaires de la branche SNCF Infra de 99 M€ par rapport au premier semestre 2010.

### **3. OPERATIONS SUR LE PERIMETRE**

---

#### **3.1. CREATION DU NOUVEAU SYSTRA**

La perte de contrôle exclusif des entités Inexia et la perte de contrôle conjoint des entités Systra survenues le 30 juin 2011 ont entraîné la sortie des actifs et passifs de ces entités du bilan du Groupe SNCF pour les montants suivants :

- Actifs courants : 182 M€
- Actifs non courants : 27 M€
- Passifs courants : 145 M€
- Passifs non courants : 3 M€
- Total actif net : 61 M€

La prise d'influence notable simultanée dans ces mêmes entités et dans Xelis a entraîné la constatation d'un impact sur la ligne titres mis en équivalence pour 140 M€ incluant, conformément à IAS 28, un écart d'acquisition de 96 M€. L'opération étant réalisée à une date très proche de la clôture, l'affectation du coût du regroupement et la détermination de l'écart d'acquisition restent provisoires et sont à finaliser dans les douze mois qui viennent.

Dans l'état de résultat global, les résultats des entités Systra et Inexia restent respectivement consolidés par intégration proportionnelle et globale sur le premier semestre 2011 et comparables à ceux du premier semestre 2010. La contribution au résultat du Groupe de Xelis est quant à elle nulle au 30 juin 2011. Un impact de 113 M€ a été constaté au titre de l'opération sur la ligne effets positifs des opérations de périmètre lié au résultat de cession et à la réévaluation des participations conservées.

Sur l'état des flux de trésorerie, l'opération a donné lieu à la sortie des trésoreries et équivalents de trésorerie de ces entités pour 9 M€ et un encaissement de 20 M€ correspondant à la seule partie des apports rémunérée en trésorerie. L'impact net de 11 M€ est enregistré sur la ligne « Cessions de filiales nettes de la trésorerie cédée. »

Quant aux engagements hors bilan des entités Systra et Inexia, ils ne figurent plus parmi les engagements du Groupe SNCF. L'impact concerne essentiellement les avals et cautions donnés pour 62 M€ à fin juin 2011.

## 4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

L'évolution du poste au cours du semestre s'explique de la manière suivante :

<i>en millions d'euros</i>	01/01/2011	Acquisitions / Dotations	Cessions / Reprises	Variation de périmètre	Autres variations	30/06/2011
<b>Valeur brute</b>						
Terrains	1 982	1	-26	1	90	2 049
Constructions	8 787	9	-91	16	254	8 976
Installations techniques, Matériel et Outillage	2 893	13	-35	-2	188	3 057
Matériel de transport	29 988	789	-235	9	583	31 134
<i>Matériel de transport ferroviaire</i>	29 274	737	-190	9	59	29 888
<i>Matériel de transport routier</i>	714	52	-45	0	524	1 245
<i>Matériel de transport maritime</i>	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	1 265	27	-40	-15	130	1 366
Immobilisations corporelles en cours	917	287	-2	1	-409	793
<b>Total valeur brute</b>	<b>45 832</b>	<b>1 126</b>	<b>-429</b>	<b>10</b>	<b>835</b>	<b>47 374</b>
<b>Amortissements / dépréciations</b>						
Terrains	-184	-15	2	0	-3	-201
Constructions	-4 439	-165	80	-4	-91	-4 618
Installations techniques, Matériel et Outillage	-1 895	-82	37	1	-84	-2 024
Matériel de transport	-16 345	-635	230	-4	-616	-17 369
<i>Matériel de transport ferroviaire</i>	-16 072	-580	193	-4	-101	-16 565
<i>Matériel de transport routier</i>	-273	-54	37	0	-515	-805
<i>Matériel de transport maritime</i>	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles	-829	-66	42	8	-96	-942
Immobilisations corporelles en cours	-57	-6	6	0	9	-47
<b>Total amortissements / dépréciations</b>	<b>-23 750</b>	<b>-968</b>	<b>396</b>	<b>1</b>	<b>-881</b>	<b>-25 202</b>
<b>Total valeur nette comptable</b>	<b>22 082</b>	<b>158</b>	<b>-33</b>	<b>12</b>	<b>-47</b>	<b>22 172</b>
Subventions d'investissement	5 106	-70	0	4	35	5 076
<b>Total valeur nette comptable nette des subventions</b>	<b>16 976</b>	<b>228</b>	<b>-33</b>	<b>8</b>	<b>-82</b>	<b>17 097</b>

Le matériel ferroviaire en cours initialement présenté sur les lignes « Immobilisations corporelles en cours » est désormais présenté sur les lignes « Matériel de transport ferroviaire ». Le montant reclassé à l'ouverture est de 1 865 M€ en valeur brute et 120 M€ sur les amortissements / dépréciations sans impacts sur les totaux ni les valeurs nettes comptables. Le matériel de transport ferroviaire encore en cours de construction à la clôture de la période s'élève à 1 771 M€.

Les variations résultant d'écarts de conversion sont de 34 M€ sur les valeurs brutes et 13 M€ sur les valeurs nettes soit un impact négatif sur la valeur nette comptable de 21 M€. Elles concernent essentiellement le matériel de transport ferroviaire.

Les flux d'investissements du semestre se décomposent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	<b>30/06/2011</b>
Immobilisations incorporelles	-59
Immobilisations corporelles	-1 126
<b>Total acquisitions</b>	<b>-1 185</b>
<i>dont immobilisations en crédit-bail</i>	-19
<b>Acquisitions hors crédit-bail</b>	<b>-1 166</b>
BFR d'investissement	-25
<b>Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-1 191</b>

Les investissements de la période sont essentiellement constitués par :

- l'acquisition et les aménagements et agencements effectués dans les gares et les bâtiments (équipement radio sol train, travaux en gare de Paris Saint-Lazare, nouvelles gares TGV et Eco mobiles, bâtiments Technicentre et d'entretien des rames...) pour un total de 227 M€ ;
- l'acquisition et la rénovation de matériel ferroviaire (TGV sud-est, tri courant, DASYE, 2 niveaux 2ème génération, rames et nouvelles automotrices Francilien, locomotives diesel Fret...) pour un total de 604 M€.



Le montant des subventions ayant financé les acquisitions s'élève à 107 M€ dont 60 M€ pour le matériel roulant et 47 M€ pour les installations fixes.

## **5. ACTIFS FINANCIERS**

Sont classés en actifs financiers courants les actifs financiers dont l'échéance est inférieure à 12 mois à la date de clôture.

La juste valeur des instruments dérivés actifs est classée en courant ou non courant selon l'échéance finale du produit dérivé.

<i>en millions d'euros</i>	Note	30/06/2011			31/12/2010		
		Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Prêts et créances		5 187	1 843	<b>7 030</b>	6 013	953	<b>6 966</b>
Créance sur RFF	5.1	1 645	306	<b>1 951</b>	1 797	114	<b>1 911</b>
Créance sur la Caisse de la dette publique	5.2	3 142	873	<b>4 015</b>	3 703	317	<b>4 020</b>
Autres prêts et créances		333	664	<b>997</b>	490	523	<b>1 013</b>
Actifs financiers de concession		66	-	<b>66</b>	22	-	<b>22</b>
Actifs disponibles à la vente		330	70	<b>400</b>	342	133	<b>475</b>
Actifs à la juste valeur par résultat		-	1 465	<b>1 465</b>	-	1 173	<b>1 173</b>
Juste valeur positive des dérivés de couverture		401	- 0	<b>400</b>	371	39	<b>409</b>
Juste valeur positive des dérivés de transaction		174	148	<b>322</b>	323	94	<b>418</b>
Intérêts courus non échus sur instruments dérivés							
<b>Total</b>		<b>6 092</b>	<b>3 525</b>	<b>9 617</b>	<b>7 049</b>	<b>2 392</b>	<b>9 441</b>

Les OPCVM inclus dans les actifs à la juste valeur par le résultat sont valorisés sur la base de leur valeur liquidative à la date de clôture. L'augmentation des actifs à la juste valeur par résultat provient de la souscription de placements bancaires pour 160 M€ et de l'augmentation des valeurs mobilières pour 130 M€.

Les actifs disponibles à la vente sont constitués de titres de participation non consolidés et de placements à court et moyen terme.

### **5.1. CREANCE SUR RESEAU FERRE DE FRANCE**

Juste valeur de la créance sur RFF

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2011		31/12/2010	
	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable
Créances sur RFF	2 263	1 951	2 334	1 911

### **5.2. CREANCE SUR LA CAISSE DE LA DETTE PUBLIQUE (CDP)**

Hors instruments dérivés, la créance s'élève à 4 020 M€ au 31 décembre 2010 et à 4 015 M€ au 30 juin 2011.

La juste valeur et la valeur comptable de cette créance s'établissent comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2011		31/12/2010	
	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable
Créances sur la CDP	4 322	4 015	4 721	4 020

## 6. PARTICIPATION DANS LES ENTITES ASSOCIEES

Le Groupe détient plusieurs participations dans des entités associées, consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. La valeur comptable des titres de ces sociétés s'analyse comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	% intérêt	30/06/2011		31/12/2010	
		RESULTAT	Titres mis en équivalence (y compris résultat)	Titres mis en équivalence	
EUROFIMA	22,60%	4	272	260	
Filiales du groupe STVA		0	10	10	
Filiales du groupe Systra		0	140	0	
NTV	20,00%	-3	72	75	
Autres titres		2	28	27	
<b>Total</b>		<b>3</b>	<b>523</b>	<b>373</b>	

Ces participations ont évolué du fait du changement de méthode de consolidation des entités Systra et Inexia et de l'entrée de Xelis en équivalence (voir note 2.3). La variation du poste au cours de l'exercice se détaille de la façon suivante :

<i>en millions d'euros</i>	
<b>Au 1er janvier 2011</b>	<b>373</b>
Résultat	3
Variation de capital	0
Variation de périmètre	139
Juste valeur et autres	-1
Reclassement	0
Changement de mode	0
Distribution	-1
Ecart de conversion	9
<b>Au 30 juin 2011</b>	<b>523</b>

## 7. PROVISIONS

<i>en millions d'euros</i>	01/01/2011	Dotations	REPRISE (PROV. UTILISEE)	REPRISE (PROV. NON UTILISEE)	Autres variations	30/06/2011	dont courant	dont non courant
Risques fiscaux et douaniers	62	40	-3	-10	1	91	9	82
Risques environnementaux	366	4	-8	-8	0	354	18	336
Litiges et risques contractuels	509	30	-31	-137	-3	367	82	285
Coûts de restructuration	22	2	-21	-1	15	18	10	7
Autres	200	26	-24	-54	-2	147	73	73
<b>Total provisions</b>	<b>1 159</b>	<b>102</b>	<b>-87</b>	<b>-211</b>	<b>12</b>	<b>976</b>	<b>192</b>	<b>783</b>

La provision pour risques environnementaux concerne essentiellement :

- la dépollution des sites : 92 M€ (93 M€ au 31 décembre 2010),
- les coûts liés à l'amiante : 255 M€ (265 M€ au 31 décembre 2010).

La provision pour litiges et risques contractuels comprend notamment les risques liés à des contentieux juridiques et à des dénouements de contrats, ainsi que les risques contractuels. Vis-à-vis de RTE, la provision présente pour 106 M€ au 31 décembre 2010 a été reprise sur la période.

Parmi les autres provisions figure notamment une provision pour risque sur commandes fermes de matériel du Fret pour 36 M€ (75 M€ en 2010).

## 8. PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers du Groupe sont détaillés dans la présente note par nature.

### 8.1. REPARTITION COURANT/NON COURANT DES PASSIFS FINANCIERS

Sont classées en dettes financières long terme, les dettes dont l'échéance à l'origine est supérieure à 12 mois et en dettes de trésorerie les dettes dont l'échéance à l'origine est inférieure ou égale à 12 mois.

Sont classés en passifs courants les passifs dont l'échéance est inférieure à 12 mois à la date de clôture.

La juste valeur des instruments dérivés passifs est classée en courant ou non courant selon l'échéance finale du produit dérivé.

Les passifs financiers se répartissent de la manière suivante :

en millions d'euros	Note	30/06/2011			31/12/2010		
		Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts obligataires		10 878	1 747	12 624	10 704	1 289	11 993
Emprunts auprès des établissements de crédit		1 998	515	2 514	2 078	463	2 541
Dettes de location financement		2 361	507	2 868	2 460	476	2 935
<b>Sous-total emprunts</b>		<b>15 237</b>	<b>2 769</b>	<b>18 006</b>	<b>15 242</b>	<b>2 228</b>	<b>17 470</b>
<i>dont</i>							
- évalués au coût amorti		12 411	2 642	15 053	11 463	2 065	13 528
- faisant l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur		2 355	27	2 382	3 277	65	3 342
- évalués selon l'option "juste valeur"		471	100	571	503	98	600
Dettes sur engagements de rachat de participations ne donnant pas le contrôle		9	487	497	506	-	506
Juste valeur négative des dérivés de couverture		326	89	415	256	39	296
Juste valeur négative des dérivés de transaction		157	183	340	380	120	501
<b>Emprunts et dettes financières</b>		<b>15 729</b>	<b>3 529</b>	<b>19 258</b>	<b>16 385</b>	<b>2 387</b>	<b>18 772</b>
Dettes de trésorerie et trésorerie passive		1	3 467	3 468	1	3 597	3 599
<b>PASSIFS FINANCIERS PRESENTES AU BILAN</b>		<b>15 730</b>	<b>6 996</b>	<b>22 726</b>	<b>16 386</b>	<b>5 985</b>	<b>22 371</b>
Créance sur Réseau Ferré de France	5.1	1 645	306	1 951	1 797	114	1 911
Créance sur la CDP	5.2	3 142	873	4 015	3 703	317	4 020
Actifs disponibles à la vente <sup>(1)</sup>		119	70	189	120	133	253
Actifs à la juste valeur par résultat		-	1 465	1 465	-	1 173	1 173
Juste valeur positive des dérivés de couverture		401	- 0	400	371	39	409
Juste valeur positive des dérivés de transaction		174	148	322	323	94	418
Autres prêts, créances et placements <sup>(2)</sup>		319	664	983	456	523	979
Trésorerie et équivalents de trésorerie			4 637	4 637		4 708	4 708
<b>ENDETTEMENT FINANCIER NET DU GROUPE</b>		<b>9 930</b>	<b>- 1 167</b>	<b>8 763</b>	<b>9 615</b>	<b>- 1 116</b>	<b>8 499</b>

<sup>(1)</sup> Les actifs disponibles à la vente ne prennent pas en compte les titres de participation.

<sup>(2)</sup> Les autres prêts, créances et placements ne prennent pas en compte les actifs de retraite.

Par rapport au 31 décembre 2010, la SNCF a réalisé trois émissions significatives sur le semestre :

- Un emprunt obligataire de 500 M€ à 15 ans portant intérêt à taux fixe. Le coupon est payable le 15 avril de chaque année. Le remboursement du nominal est au pair le 15 avril 2026.
- Un emprunt auprès d'un établissement de crédit de 250 M€ à 14 ans et portant intérêt à taux fixe. Le coupon est payable annuellement et le remboursement au pair le 19 février 2025.
- Un emprunt en francs suisses de 116 M€ (150 MCHF) à 10 ans auprès d'un établissement de crédit portant intérêt à taux fixe. Le coupon est payable annuellement et le remboursement au pair le 25 février 2021.

Par ailleurs, tout en maintenant ses positions vis-à-vis des marchés, le Groupe a revu certaines de ses stratégies de couverture de juste valeur. Au 31 décembre 2010, des swaps de devises étaient documentés dans une relation de couverture de juste valeur dans le cadre d'émissions d'emprunts en devises swapés à l'origine en euros à taux variable. Des swaps payeurs de taux fixe ont ensuite été

mis en place dans le cadre de la gestion du risque de taux. Ces swaps de taux étaient qualifiés de transaction en IFRS au 31 décembre 2010.

Au 1er janvier 2011, le Groupe a décidé de :

- déqualifier des relations de couverture de juste valeur relatives à ces émissions en devises ;
- de documenter une nouvelle relation de couverture, de type flux de trésorerie, dont l'instrument de couverture correspond à la combinaison du swap de devises receveur de taux fixe et du swap de taux payeur de taux fixe.

Cette modification des relations de couverture au 1er janvier 2011 a pour effet de réduire au 30 juin 2011 la part des emprunts faisant l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur, la part des swaps de devises affectés aux couvertures de juste valeur, et la part des swaps payeurs de taux fixe qualifiés de transaction. En contrepartie, elle entraîne une augmentation significative des emprunts évalués au coût amorti et des swaps de devises de couverture de flux de trésorerie par rapport au 31 décembre 2010. Ainsi par rapport au 31 décembre 2010 :

- Les emprunts faisant l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur ont diminué de 922 M€, tandis que ceux évalués au coût amorti ont augmenté de 948 M€. Ces variations proviennent essentiellement de la modification des relations de couverture précitée.
- Les swaps de devises actifs en couverture de juste valeur diminuent de 211 M€. La position au 31 décembre 2010 comportait 191 M€ de swaps de devises déqualifiés au 1er janvier 2011.
- Les swaps de devises passifs en couverture de juste valeur diminuent de 88 M€. La position au 31 décembre 2010 comportait 112 M€ de swaps de devises déqualifiés au 1er janvier 2011.
- Les swaps payeurs de taux fixe passifs en dérivés de transaction diminuent de 175 M€. La position au 31 décembre 2010 comportait 125 M€ de swaps payeurs de taux fixe documentés dans la nouvelle relation de couverture de flux de trésorerie à compter du 1er janvier 2011.
- Les swaps de devises actifs et passifs en couverture de flux de trésorerie augmentent chacun de 237 M€ exclusivement au titre de la nouvelle relation de couverture de flux de trésorerie.

Les autres variations significatives sur les dérivés de taux et de change concernent principalement les swaps receveurs de taux fixe actifs qui ont diminué de 69 M€. La diminution se compose pour 20 M€ de variation de valeur de marché en raison d'une évolution défavorable des taux, et pour 49 M€ de variation des intérêts courus non échus due essentiellement aux dates de règlement des intérêts receveurs de taux fixe.

## 8.2. JUSTE VALEUR DES PASSIFS FINANCIERS

La différence entre la valeur comptable et la valeur nominale des dettes enregistrées à la juste valeur sur option est la suivante :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2011		31/12/2010	
	Juste valeur	Valeur nominale	Juste valeur	Valeur nominale
Emprunts évalués selon l'option juste valeur à la juste valeur	571	533	600	586

La juste valeur des emprunts comptabilisés est la suivante :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2011		31/12/2010	
	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable
Emprunts	18 249	18 006	17 676	17 470
Dettes de trésorerie	3 468	3 468	3 599	3 599
<b>Total des emprunts</b>	<b>21 716</b>	<b>21 474</b>	<b>21 275</b>	<b>21 068</b>

## **9. INFORMATIONS SECTORIELLES**

---

L'activité du Groupe SNCF est organisée en cinq branches appuyées par des fonctions communes support. Ces branches vendent des produits et services distincts ou s'adressent à des segments de clientèles différents. Ce découpage du Groupe est celui utilisé par la Direction pour le pilotage et est constitutif du reporting interne :

- Branche SNCF Infra : activité de gestionnaire délégué de l'infrastructure pour RFF (maintenance, travaux et exploitation du réseau) et d'ingénierie (étude et conception d'infrastructures ferroviaires en France et dans le monde).
- Branche SNCF Proximités : activités de transport de proximité du Groupe regroupant les liaisons moyenne distance (Trains d'Equilibre du Territoire), les services conventionnés de transport ferroviaire (TER, Transilien...) urbain et interurbain (Keolis) ainsi que les services complémentaires (EFFIA).
- Branche SNCF Voyages : activités de transporteurs ferroviaires de voyageurs et de distribution (TGV, Europe...).
- Branche SNCF Geodis : couvre une palette complète des métiers du transport et de la logistique de marchandises. Ces activités sont différenciées entre une Offre Globale (logistique et commissionnaire de transport), des gestionnaires d'actifs et le transport ferroviaire de marchandises.
- Branche Gares & Connexions : dédiée au développement et à l'exploitation de toutes les gares et à l'accueil non discriminatoire de tous les opérateurs.

Les fonctions communes support (Fonctions communes et participations) agrègent notamment les activités de holding de SNCF Participations, les activités des domaines prestataires du Groupe SNCF (Traction, Matériel, et les Fonctions Transverses) et certaines filiales opérationnelles.

L'entrée en vigueur de la convention des Trains d'Equilibre du Territoire a amené le Groupe à reclasser les résultats de l'activité Téoz et Lunéa hors trains spéciaux et autotrans de la branche SNCF Voyages vers la branche SNCF Proximités (voir note 2.1). L'information sectorielle au titre du semestre comparatif a été adaptée en conséquence par rapport à l'information sectorielle publiée dans les comptes consolidés semestriels résumés du premier semestre 2010. L'adaptation de l'information sectorielle a pour effet sur 2010 de créer un chiffre d'affaires interne chez SNCF Voyages de 62 M€ augmentant d'autant l'élimination interbranche et de transférer de la branche SNCF Voyages vers la branches SNCF Proximités :

- Du chiffre d'affaires externe pour 210 M€ ;
- De la marge opérationnelle pour 51 M€ ;
- Du résultat opérationnel courant pour 52 M€ ;
- Du résultat opérationnel pour 57 M€ ;
- Du total des actifs sectoriels pour 225 M€ dont 219 M€ au titre des immobilisations.

L'information sectorielle sur le résultat est la suivante :

30/06/2011								
<i>en millions d'euros</i>	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	Fonctions communes et participations	Inter branche	Total
Chiffre d'affaires externe	2 365	5 901	3 087	4 680	107	149		16 289
Chiffre d'affaires interne	221	262	473	107	467	2 525	-4 056	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 586</b>	<b>6 163</b>	<b>3 560</b>	<b>4 787</b>	<b>574</b>	<b>2 675</b>	<b>-4 056</b>	<b>16 289</b>
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>-23</b>	<b>423</b>	<b>479</b>	<b>125</b>	<b>94</b>	<b>267</b>		<b>1 366</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>-19</b>	<b>195</b>	<b>285</b>	<b>-76</b>	<b>45</b>	<b>202</b>		<b>632</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>55</b>	<b>196</b>	<b>285</b>	<b>-75</b>	<b>46</b>	<b>275</b>		<b>782</b>
Dotations aux amortissements	-3	-236	-198	-173	-50	-138		-798
Variation nette des provisions	6	8	4	-28	1	73		64
Pertes de valeur	-40	0	0	-5	0	-1		-46

30/06/2010								
<i>en millions d'euros</i>	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	Fonctions communes et participations	Inter branche	Total
Chiffre d'affaires externe	2 259	5 212	2 983	4 192	89	137		14 872
Chiffre d'affaires interne	228	269	472	115	452	2 362	-3 899	
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 487</b>	<b>5 481</b>	<b>3 455</b>	<b>4 307</b>	<b>541</b>	<b>2 500</b>	<b>-3 899</b>	<b>14 872</b>
<b>Marge opérationnelle</b>	<b>-51</b>	<b>242</b>	<b>530</b>	<b>51</b>	<b>69</b>	<b>172</b>		<b>1 012</b>
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>-61</b>	<b>42</b>	<b>342</b>	<b>-146</b>	<b>22</b>	<b>16</b>		<b>216</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>-89</b>	<b>164</b>	<b>342</b>	<b>-125</b>	<b>23</b>	<b>189</b>		<b>503</b>
Dotations aux amortissements	-3	-210	-177	-170	-44	-127		-731
Variation nette des provisions	-8	10	-11	-26	-2	-28		-65
Pertes de valeur	-29	-20	0	-147	0	0		-196

Le total des actifs sectoriels est constitué des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles, corporelles, actifs financiers de concessions nets des subventions ainsi que des actifs d'exploitation hors comptes courants d'intégration fiscale. Il se ventile de la façon suivante par branche :

30/06/2011								
<i>en millions d'euros</i>	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	Fonctions communes et participations	Inter branche	Total
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>2 074</b>	<b>9 322</b>	<b>7 046</b>	<b>6 723</b>	<b>2 635</b>	<b>5 749</b>	<b>-369</b>	<b>33 181</b>
Subventions d'investissement	-18	-3 639	-103	-59	-921	-336		-5 076
<b>Total des actifs sectoriels nets de subventions</b>	<b>2 056</b>	<b>5 684</b>	<b>6 944</b>	<b>6 665</b>	<b>1 713</b>	<b>5 414</b>	<b>-369</b>	<b>28 106</b>
<i>dont :</i> Immobilisations (Ecart d'acquisition, immobilisations incorporelles, corporelles et actifs financiers de concessions nets de subventions)	8	4 244	6 091	4 209	1 599	4 023	0	20 176

31/12/2010								
<i>en millions d'euros</i>	SNCF Infra	SNCF Proximités	SNCF Voyages	SNCF Geodis	Gares & Connexions	Fonctions communes et participations	Inter branche	Total
<b>Total des actifs sectoriels</b>	<b>1 868</b>	<b>9 144</b>	<b>6 713</b>	<b>6 636</b>	<b>2 612</b>	<b>6 052</b>	<b>-521</b>	<b>32 504</b>
Subventions d'investissement	-19	-3 696	-105	-56	-922	-310		-5 107
<b>Total des actifs sectoriels nets de subventions</b>	<b>1 850</b>	<b>5 448</b>	<b>6 608</b>	<b>6 580</b>	<b>1 691</b>	<b>5 742</b>	<b>-521</b>	<b>27 397</b>
<i>dont :</i> Immobilisations (Ecart d'acquisition, immobilisations incorporelles, corporelles et actifs financiers de concessions nets de subventions)	29	4 227	5 929	4 244	1 574	4 032	0	20 035

Conformément à la norme IFRS 8 (§33), les informations relatives aux zones géographiques ne sont pas fournies en raison de leur indisponibilité et du coût excessif de leur élaboration.

Les passifs, charges d'impôts et produits et charges d'intérêts ne sont pas suivis par le principal décideur opérationnel.

## 10. ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Les achats, sous-traitance et autres charges externes se décomposent comme suit au 30 juin 2011 :

<i>en millions d'euros</i>		30/06/2011	30/06/2010	Variation
Sous-traitance		-2 718	-2 390	-328
Péages	(1)	-1 891	-1 767	-124
Autres achats et charges externes		-3 297	-3 156	-141
<b>Achats et charges externes</b>		<b>-7 907</b>	<b>-7 313</b>	<b>-593</b>

(1) Péages facturés par RFF et par Eurotunnel

## 11. CHARGES DE PERSONNEL

Au 30 juin 2011, les charges de personnel sont les suivantes :

<i>en millions d'euros</i>		30/06/2011	30/06/2010	Variation
Salaires		-6 394	-6 050	-345
Autres avantages du personnel		13	13	0
Participation des salariés		-16	-15	-1
Charges relatives aux stock-options		0	0	0
Personnel refacturé détaché et intérimaire		-90	-74	-16
<b>Charges de personnel</b>		<b>-6 487</b>	<b>-6 126</b>	<b>-361</b>

## 12. RESULTAT DE CESSIION D'ACTIFS

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2011	30/06/2010	Variation
Cession d'actifs incorporels	-1	0	0
Cession d'actifs corporels	83	167	-84
Cession de participations	0	1	-1
<b>Résultat de cession d'actifs</b>	<b>83</b>	<b>168</b>	<b>-85</b>

Au 30 juin 2011, les résultats de cession d'actifs corporels concernent essentiellement la cession de baux à constructions à des entreprises sociales pour l'habitat (ESH) pour 54 M€ et d'autres cessions immobilières à hauteur de 23 M€.

Au 30 juin 2010, les résultats de cession d'actifs corporels concernent essentiellement des cessions d'installations fixes détenues par l'EPIC dont 80 M€ avec RTE au titre de la cession des lignes à haute tension.

## 13. PERTES DE VALEUR

Les tests de perte de valeur des actifs sont effectués sur la base d'UGT (unités génératrices de trésorerie) représentatives d'entités juridiques ou définies en fonction de la destination des actifs utilisés.

Il n'y a pas eu de nouvel indice de reprise ou de perte de valeur sur le premier semestre 2011 par rapport au 31 décembre 2010.

Le montant de la valeur recouvrable des UGT de l'activité Fret SNCF appartenant à la branche SNCF Geodis a été déterminé selon les modalités décrites en note 13.1.

Les pertes de valeur ont un impact net en résultat négatif de 46 M€.

<i>en millions d'euros</i>	<b>30/06/2011</b>	<b>30/06/2010</b>	<b>Variation</b>
Immobilisations corporelles et incorporelles	-90	-196	106
Ecart d'acquisition	0	0	0
Provision pour risques et charges	44	0	44
<b>Pertes de valeur</b>	<b>-46</b>	<b>-196</b>	<b>150</b>

### 13.1. FRET SNCF FERROVIAIRE

Au sein de la branche SNCF Geodis, l'activité de Fret SNCF est découpée en quatre UGT. L'entreprise a appliqué une dépréciation pour le matériel roulant suivant l'utilisation qui en est faite :

- si le matériel est sans affectation ou si l'UGT d'affectation du matériel génère des flux de trésorerie négatifs :
  - o dépréciation à 100% du matériel roulant n'ayant pas de valeur de marché ;
  - o dépréciation de la valeur nette comptable à la valeur de marché si cette dernière est inférieure.
- si l'UGT d'affectation du matériel génère des flux de trésorerie positifs, le matériel roulant n'est pas déprécié.

Au 30 juin 2011, la valeur nette comptable des moyens de production de cette UGT (ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles hors terrains et constructions) s'élève à 453 M€, soit 1 193 M€ de moins que la valeur nette comptable qui aurait été obtenue si ce matériel n'avait jamais été déprécié (1 223 M€ au 31 décembre 2010). Par ailleurs, le montant de la provision pour risque portant sur les engagements de commandes fermes s'élève à 36 M€ (voir note 7).

A ce stade, le Groupe considère que ce niveau de dépréciation constitue sa meilleure estimation des pertes de valeur à constater.

### 13.2. INFRASTRUCTURE

En l'absence d'indice de reprise de valeur, les immobilisations de cette UGT, incluse dans la branche SNCF Infra, restent dépréciées en totalité. Les investissements de la période ont ainsi été dépréciés à 100% entraînant un impact négatif en résultat de 40 M€ sur la période. Le protocole d'accord validé le 17 mars 2011 (voir note 2.4) ne constitue pas un indice de reprise de valeur, son horizon étant limité à l'année 2011 dans l'attente de la signature d'une nouvelle convention.



## 14. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2011	30/06/2010	Variation
Résultat de juste valeur et couverture	8	-96	103
Charges d'intérêts	-141	-142	1
Autres charges et produits financiers	11	-24	35
<b>Total</b>	<b>-123</b>	<b>-262</b>	<b>140</b>

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2011	30/06/2010	Variation
Charges financières	-464	-348	-116
Produits financiers	342	86	256
<b>Coût de l'endettement financier net et autres</b>	<b>-123</b>	<b>-262</b>	<b>140</b>

## 15. IMPOTS SUR LES RESULTATS

### 15.1. ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT

#### 15.1.1. Impôt en compte de résultat

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2011	30/06/2010	Variation
(Charge) / produit d'impôt courant	-68	-22	-45
(Charge) / produit d'impôt différé	-4	1	-5
<b>Total</b>	<b>-72</b>	<b>-21</b>	<b>-51</b>

#### 15.1.2. Impôt en résultat global

Sur le premier semestre 2011, l'effet d'impôt des autres éléments de résultat global est négatif de 3 M€ sur les capitaux propres et concerne la variation de juste valeur des couvertures de flux de trésorerie.

Sur le premier semestre 2010, l'effet d'impôt sur les autres éléments de résultat global est non significatif.

## **16. ETAT DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE**

---

### **16.1. VARIATION DE LA TRESORERIE**

Les flux de trésorerie provenant de l'activité dégagent une entrée nette de trésorerie de 811 M€ (883 M€ au 30 juin 2010) provenant principalement de la CAF pour 1 056 M€ (663 M€ au 30 juin 2010).

Les flux de trésorerie affectés aux investissements sont négatifs de 1 197 M€ (890 M€ au 30 juin 2010) et proviennent principalement :

- des investissements corporels, incorporels et actifs financiers de concessions pour 1 191 M€ (1 445 M€ au 30 juin 2010) ;
- sur le premier semestre 2010 de la trésorerie acquise dans l'ensemble Keolis pour 248 M€ compensée par la prise de contrôle à 100% de Ermewa pour 237 M€ ;
- des subventions d'investissement reçues pour 87 M€ contre 242 M€ au 30 juin 2010.

Les flux de financement procurent de la trésorerie au Groupe pour 365 M€ en net (215 M€ au 30 juin 2010) et proviennent principalement :

- de nouveaux emprunts pour 1 058 M€ dont 866 M€ d'émissions décrites en note 8 (1 248 M€ au 30 juin 2010 dont 945 M€ d'emprunt obligataire EMTN) ;
- des remboursements d'emprunt hors encaissement de la créance RFF pour 459 M€ contre 1 060 M€ au 30 juin 2010 ;
- des remboursements de dettes de trésorerie pour 38 M€ (contre 120 M€ d'encaissements au 30 juin 2010).

## **17. ENGAGEMENTS HORS BILAN**

---

Les principales variations des engagements donnés sont les suivantes :

- Les avals et cautions diminuent de 163 M€ au titre des cautions données par Keolis en garantie d'exploitation (hors droits de sillons) et de dettes.
- Les engagements d'achat auprès de fournisseurs de matériels ferroviaires ont diminué de 232 M€ dont principalement 279 M€ du fait des investissements effectués sur la période en matériels ferroviaires neufs (rames TGV et nouvelles automotrices Transilien notamment).
- Les autres engagements d'exploitation donnés ont diminué de 260 M€ au titre des engagements d'achats d'accès aux rails et stations sur les franchises des filiales anglaises et allemandes de Keolis (droits de sillons). Cette diminution s'explique par un changement d'estimation quant à la durée ferme sur laquelle le Groupe est engagé.
- Les contrats de locations simples mobiliers et immobiliers diminuent de 180 M€ du fait de l'écoulement du temps sur les contrats de location de matériel de transport Keolis (contrats ferroviaires et contrats bus) à hauteur de 115 M€ ; et sur les contrats de location immobilière de la SNCF à hauteur de 88 M€. Cette diminution est compensée notamment par la constatation de nouveaux baux commerciaux dans les filiales Geodis à hauteur de 49 M€.
- Les autres engagements donnés augmentent de 197 M€ en provenance d'engagements commerciaux et d'achats fermes dans les filiales Keolis.

Les principales variations des engagements reçus sont les suivantes :

- Les engagements reçus de location simple immobilier diminuent de 88 M€ sur l'EPIC en raison de la fin de baux en état futur d'achèvement.

## **18. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES**

---

La SNCF, en tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial dont le capital est intégralement détenu par l'Etat français (via l'Agence des Participations de l'Etat), est liée, au sens de la norme IAS 24 « Informations relatives aux parties liées », avec la totalité des entreprises et entités contrôlées par l'Etat français.

Considérant que l'objectif ultime de la norme IAS 24 non révisée était d'alerter le lecteur des comptes consolidés sur les conditions des transactions non courantes conclues entre le Groupe et des tiers avec lesquels il entretient des liens privilégiés, le Groupe excluait de l'information donnée sur les parties liées l'ensemble des transactions conclues à des conditions de marché. La présentation effectuée par le Groupe sur les exercices précédents revient à appliquer la dispense prévue pour les entités publiques dans IAS 24 révisée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011. La nouvelle norme révisée n'a pas d'impact sur les informations relatives aux parties liées fournies par le Groupe dans ses états financiers.

Les informations à fournir sur les transactions individuellement ou collectivement notables concernent les parties liées suivantes :

- l'Etat, pour toutes les relations entretenues avec lui en tant qu'actionnaire ; a contrario, les impôts prélevés dans les règles de droit commun sont exclus du champ de nos parties liées ;
- les autorités organisatrices de transport,
- RFF,
- les sociétés HLM du Groupe ICF.

Les sociétés du Groupe autres que la maison mère ne réalisent pas d'opérations significatives avec des parties liées.

Les transactions avec les parties liées sont restées comparables à celles de l'exercice 2010. Il n'y a pas eu de modification dans les parties liées retenues par le Groupe ni d'opération inhabituelle par sa nature ou son montant sur la période.

## **19. EVENEMENTS POST-CLOTURE**

---

### **19.1. ENTREE EN VIGUEUR DE LA LOI NOME AU 1ER JUILLET 2011**

L'entrée en vigueur de la loi NOME (Nouvelle organisation du marché de l'électricité) met fin au dispositif TARTAM (Tarif réglementé et transitoire d'ajustement au marché) suivant lequel la SNCF achetait son énergie de traction électrique. La mise en œuvre du dispositif d'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH) prévue par cette Loi entraîne une hausse des coûts de l'énergie. L'entrée en application de cette Loi au 1er juillet 2011 devrait entraîner une hausse des charges d'énergie de 65 M€ sur le second semestre.

### **19.2. DEGRADATION DE LA NOTATION DU GROUPE SNCF PAR MOODY'S**

L'agence de notation financière Moody's a retiré le 1er juillet à SNCF la meilleure note possible, « AAA », l'abaissant d'un cran. La note de la dette long terme de la SNCF est à présent de « Aa1 », assortie d'une perspective stable. La dégradation s'explique par l'anticipation de la part de l'agence de notation d'un relâchement progressif du lien « très étroit » entre la SNCF et le gouvernement français, en raison de l'ouverture graduelle à la concurrence du marché français du transport ferroviaire.

## **20. PERIMETRE**

---

Les variations de périmètre avec un impact significatif sur les comptes consolidés semestriels résumés sont essentiellement liées à la création du nouveau Systra (voir note 2.3). Au sein de la branche SNCF Infra, toutes les entités Systra, MVA (sauf MVA Beijing déjà mise en équivalence), Citilabs, Consulcio Consultor Systra, Foncière du Coq, Canarail, SOTEC Ingénierie, SOGET, Mexistra, RWPM Saoudi Arabia, SNSR-PMA JV Saoudi Arabia, SYSTRACADE, soit 32 entités, sont passées d'une intégration proportionnelle à une mise en équivalence. Pour toutes ces entités, y compris MVA Beijing, les pourcentages de contrôle et d'intégration ont été réduits de 20,6%. Par ailleurs, les entités Inexia, INEXIA-AFACOR et Menighetti, soit 3 entités, sont passées d'une intégration globale à 100% à une mise en équivalence à 70,45%. L'entité Financière Systra est sortie du périmètre après fusion absorption par Systra SA. L'entité Xelis est entrée dans le périmètre en mise en équivalence à 19,43%.